ASSEMBLÉE NATIONALE

7 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2462)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CS1689

présenté par

M. Bentz, M. Frappé, M. Dessigny, M. Ménagé, Mme Loir, Mme Hamelet, M. Odoul,
Mme Dogor-Such, M. de Lépinau et Mme Pollet

ARTICLE 7

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« 5° Transmet les informations mentionnées aux 1° et 4° du présent II à la commission de contrôle et d'évaluation placée auprès du ministre chargé de la santé et mentionnée à l'article 17 de la présente loi. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le but de cet amendement est de favoriser la transparence des procédures d'aide à mourir. En effet, une certaine opacité a été relevée à l'étranger, par exemple en Belgique. Ainsi, dans son arrêt de chambre rendu dans l'affaire *Mortier c. Belgique* (requête n° 78017/17), la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a dit qu'il y avait eu une violation de l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme à raison des défaillances du contrôle à posteriori de l'euthanasie pratiquée.